

à Laon, le 08 AOUT 2024

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

Nos références : YB/JMC/OG/AD/DP 2024 n°700
Votre correspondant : Service Urbanisme
urbanisme@ville-laon.fr – 03 23 22 87 87

C.P.A.M DE L' AISNE

Monsieur Philippe LAGUITTON
29 Boulevard Roosevelt
CS20606
02323 SAINT-QUENTIN Cedex

Objet : déclaration préalable n° 002 408 24 A0124

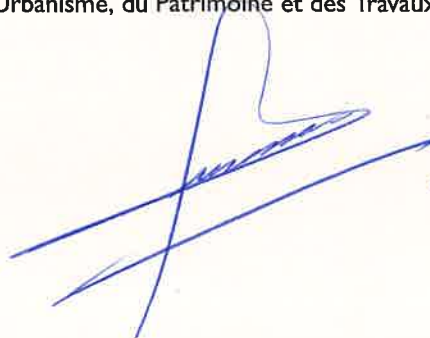
Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de la déclaration préalable de travaux accompagné éventuellement des avis relatifs au dossier cité en objet, selon votre demande du 04/06/2024, complétée le 18/07/2024, concernant la propriété sise 2 rue Charles Peguy Laon.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de recevoir, Monsieur, mes salutations distinguées.

Yves BUFFET

Adjoint au Maire en charge de
l'Urbanisme, du Patrimoine et des Travaux





Ville de LAON

Dossier numéro : DP00240824A0124

Date de dépôt : 04/06/2024

Demandeur : C. P. A. M. DE L' AISNE- m.
Philippe LAGUITTON- 29 bd Roosevelt
CS20606 02323 Saint-Quentin cedex

Adresse des travaux :

0002 RUE CHARLES PEGUY 02000 Laon

Nature des travaux : Remplacement de l'intégralité des menuiseries, installation de brise-soleil en façades sud, ouest et au niveau du mur rideau de l'entrée. Mise en peinture des garde-corps, grilles et verrières existantes pour harmonisation dans la teinte des nouvelles menuiseries (RAL 9006 - aluminium).

ARRÊTÉ
DE NON OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE
AU NOM DE LA COMMUNE DE LAON

Le Maire de Laon,

Vu la demande de déclaration préalable susvisée complétée le 18/07/2024,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme en vigueur,

Vu l'avis favorable de la Direction des Services Techniques de la Ville de Laon du 18/06/2024,

Vu l'avis de dépôt affiché en date du 04/06/2024,

Vu l'arrêté du 26 mai 2020 par lequel Monsieur Eric DELHAYE, Maire de Laon a donné délégation de ses fonctions à Monsieur Yves BUFFET, Adjoint au Maire dans le domaine de l'urbanisme, des travaux et du patrimoine,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

ARTICLE 2 – Domaine public

- L'entreprise missionnée par le pétitionnaire fera une demande d'arrêté pour l'occupation du domaine public (emprise ou survol du domaine public, occupation de places de stationnement, déviations, etc...) auprès du service technique de la ville (cerfa n°14024-01 – domaine-public@ville-laon.fr) Il sera demandé que toutes les dispositions relatives à la sécurité des différents usagers soient garanties par la mise en place de signalisation et pré-signalisation et seront à la charge du pétitionnaire. Les demandes doivent être faites dans un délai préalable de 15 jours avant le début des travaux.

- Afin de garantir la propreté et la conservation du domaine public, les matériaux seront stockés sur un espace privé. Nous vous informons qu'en cas de dégradation, votre responsabilité pourrait être engagée en tant que pétitionnaire.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du Code de l'Urbanisme. Pour la déclaration préalable, la présente décision est exécutoire de plein droit à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au Préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente déclaration est délivrée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé ...).

En outre, en ce qui concerne la validité, l'affichage, les délais et voies de recours et l'assurance « dommages-ouvrages », se reporter à l'annexe ci-jointe.

Fait à LAON, le 08 AOUT 2024

Pour le Maire et par délégation,
Yves Buffet
Maire-Adjoint en charge de l'Urbanisme,
des Travaux et du Patrimoine

Transmis au représentant de l'Etat le 08 AOUT 2024



***NB :** L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la présente autorisation ne donne pas droit à une quelconque intervention, transformation ou occupation du Domaine Public (entrée charretière, déplacement de réseaux, mobiliers urbains, échafaudage...). Ces interventions devront faire l'objet d'une autorisation spécifique et concomitante auprès de la mairie.*

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. La mention du permis doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. Conformément aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme, l'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Le panneau doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro et la date d'affichage en mairie du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. Il indique également, en fonction de la nature du projet :

a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ; b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ; c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs.

L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Le contenu de l'article A.424-17, relatif au « droit de recours » doit être recopié dans son intégralité sur le panneau.

- **DUREE DE VALIDITE** : Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la date à laquelle une décision de non-opposition à une déclaration préalable est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.